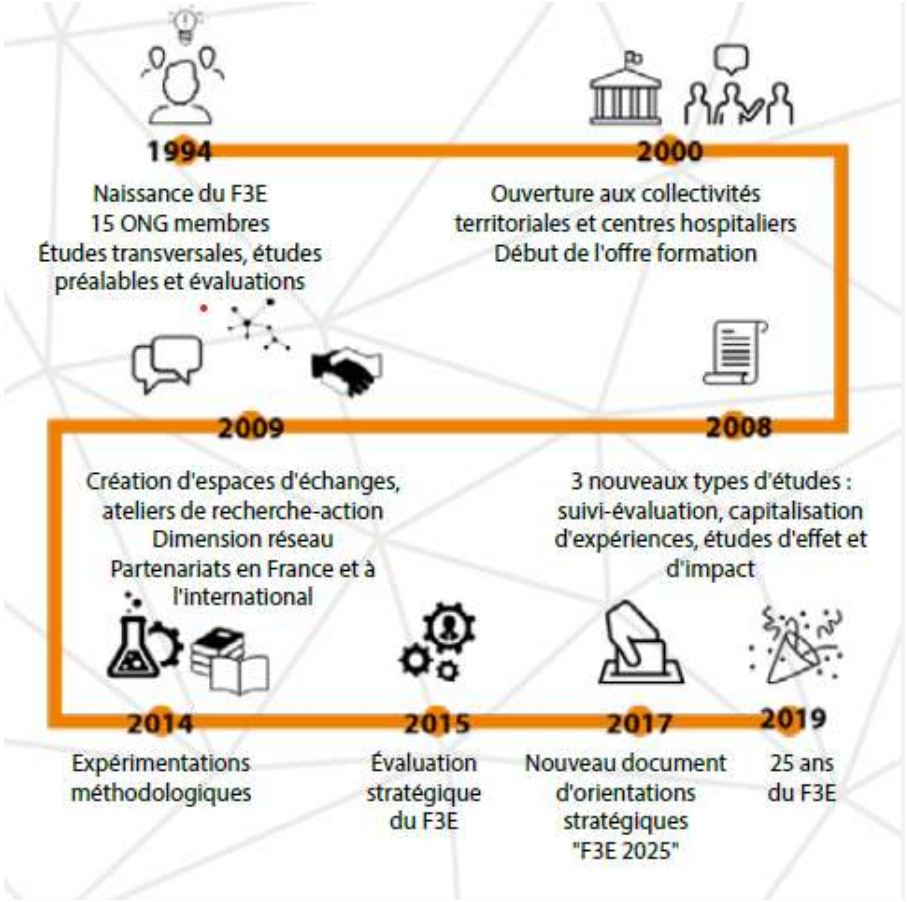
Evaluer pour changer d’échelle et territorialiser son action

Restitution publique – GRET IRAM
Projet APICI - Cambodge

1er février 2024
9h30-11h30 (GMT+1)

Qu’est-ce que le réseau F3E ?



Réseau pluri-actrices et acteurs, il rassemble une centaine d’**organisations françaises membres.**

L’ambition

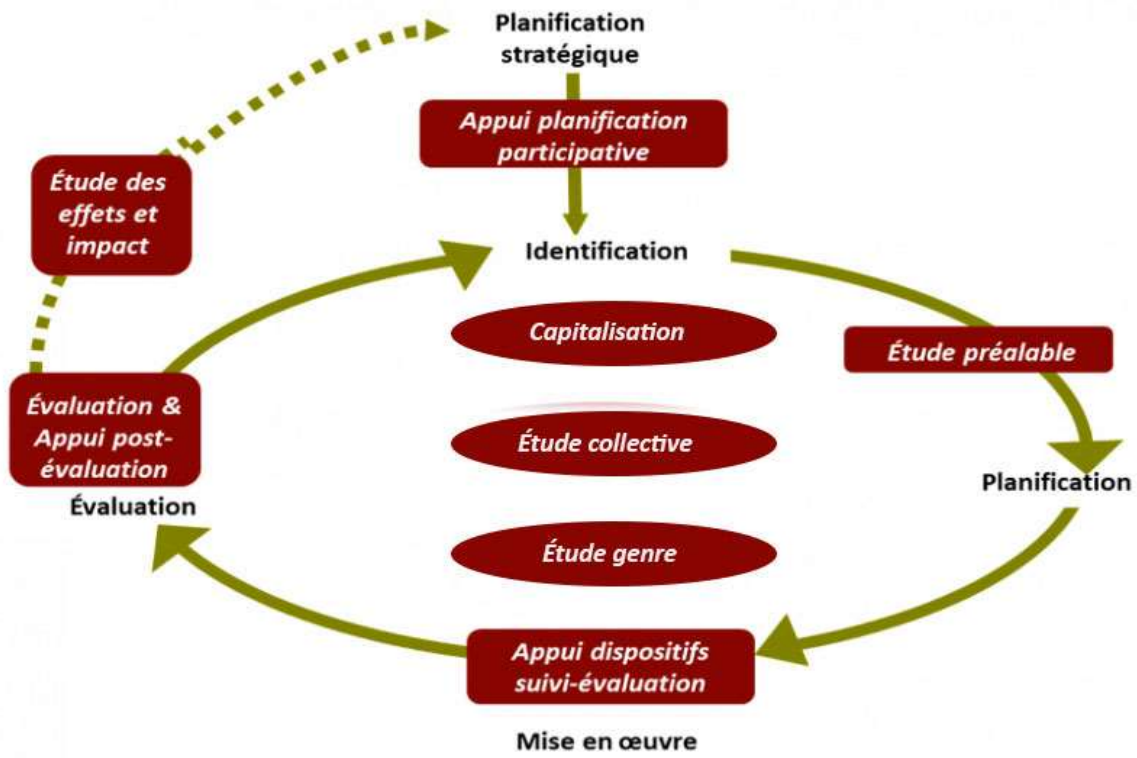
Fort de notre expertise en matière d’évaluation et en méthodologies, l’ambition est de **développer, collectivement, des pratiques d’évaluation, d’apprentissages, d’amélioration continue et d’impact** de l’action.

La vision

Contribuer au changement social, juste et solidaire.

Des activités multiples

- → La formation (interne et externe)
- → Les communautés de pratiques pour échanger entre pairs
- → L'expérimentation méthodologique
- → … et bien entendu, l'accompagnement et le cofinancement d'études !



Je voudrais être accompagné sur un projet d'étude…

Chaque année, à l'automne, le F3E lance un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner une vingtaine de projets d'études qui seront accompagnées et cofinancées.

Intéressé-e ? Contactez l.pioch@f3e.asso.fr

Au programme aujourd'hui

- → Introduction
- → Présentation de l'étude. Qu'est-ce qu'APICI ? Pourquoi cette étude ? Qu'est-ce qui a décidé le GRET à s'engager dans celle-ci ? Quel moment pour la coopération décentralisée portée par le CD 92 ?
- → L'évaluation du projet APICI – enjeux et méthodologie
- → Moment d'échanges, questions/réponses
- → L'évaluation du projet APICI – quelles conclusions ? quelles recommandations ?
- → Quelles leçons tirons-nous de cette évaluation ? quelles inflexions à l'avenir ?
- → Les apports / apprentissages pour la collectivité engagée dans le partenariat de coopération décentralisée
- → Moment d'échanges, questions/réponses

Les intervenant-e-s

Conseil départemental des Hauts-de-Seine

→ Charlotte Rieuf, Responsable du Service Coopération Internationale

F3E

→ Paul Daulny, Responsable de programme, référent SERA, AOC et territoires

GRET

→ Rodolphe Carlier, Responsable adjoint du département Alimentation et Economie Rurale

→ Justine Scholle, Responsable programmes Systèmes Alimentaires et Agricoles Durables

IRAM

→ Laurent Liagre, Chargé de programme au sein du pôle « Acteurs, systèmes d'activités et filières », Représentant à Madagascar et l'Océan Indien

PRESENTATION EVALUATION PROJET APICI

Restitution finale par l'IRAM
CD92-GRET-F3E

1er Février 2024 // Rodolphe Carlier – Justine Scholle

01

LE GRET & ALER

PRESENTATION DU GRET

LE GRET

789 SALARIÉ·E·S

BUDGET DE
48 millions d'euros

282 INTERVENTIONS EN 2022
- **176** projets de terrain
- **94** études et expertises
- **12** activités d'animation et de formation

DES ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC :
- **+ de 150** partenaires opérationnels
- **+ de 120** partenaires financiers

37 NOUVELLES RÉFÉRENCES
(ouvrages, rapports d'expertise, documents techniques, etc.)

48 ÉVÉNEMENTS
(colloques, ateliers, etc.)

38 FORMATIONS ACADÉMIQUES

NOS THÉMATIQUES

- Ressources naturelles
- Services essentiels locaux
- Villes et habitats
- Insertion et emploi

- Nutrition et santé
- Systèmes alimentaires
- Gouvernance foncière
- Économie et finance inclusives

NOTRE VISION

Le Gret est une organisation de solidarité internationale créée en 1976 dont la mission est d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables et de lutter contre les inégalités, tout en préservant l'environnement.

LES ACTIONS DU GRET VISENT À :

RENDRE LES SOCIÉTÉS ET LES ÉCOSYSTÈMES PLUS **RÉSILIENTS** FACE AUX CHOCS CLIMATIQUES, SOCIAUX OU ÉCONOMIQUES

LUTTER POUR LA DIGNITÉ DE TOUTES ET TOUS, À TRAVERS PLUS DE **JUSTICE SOCIALE**

ENCOURAGER CHACUN·E À PASSER À L'**ACTION** POUR FAÇONNER UN MONDE PLUS **SOLIDAIRE**

NOTRE APPROCHE

Nos actions, issues d'implantations longues et durables dans nos pays d'intervention, reposent sur une démarche de co-construction avec les communautés et sur la création de liens avec un vaste réseau de partenaires.

- L'action du Gret s'inscrit dans **une stratégie partenariale construite sur la durée**.
- Le Gret renforce le tissu économique local pour répondre aux besoins essentiels des populations. A ce titre, il est **sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire** qu'il a contribué à créer.
- **Acteur de la transition écologique**, le Gret se mobilise face à l'accélération du changement climatique et s'engage pour la préservation de la biodiversité.
- Dans ses interventions comme dans son fonctionnement interne, il prône **l'égalité de genre et la participation démocratique**.
- Véritable **laboratoire de développement**, le Gret innove en capitalisant sur ses expériences, à travers un processus permanent de recherche-action.
- En partageant ses expériences et connaissances, le Gret contribue également à **faire évoluer les politiques et pratiques de développement**.

NOS PRINCIPALES THÉMATIQUES

Le Gret intervient sur une palette de thématiques complémentaires.

- Des ressources naturelles gérées collectivement
- Un accès universel à des services essentiels
- Des villes résilientes et citoyennes
- Un emploi décent pour toutes et tous
- Une alimentation et des soins de qualité
- **Une agriculture et des filières agroalimentaires durables**
- Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- Une économie et une finance responsable, au service des plus vulnérables

Le Gret est également actif sur trois sujets transversaux : l'urgence climatique, le genre et les jeunesses.

PRESENTATION DE L'EQUIPE ALER (ALIMENTATION ET ÉCONOMIE RURALE)

L'EQUIPE ALIMENTATION ET ECONOMIE RURALE (ALER) DU GRET : DES THÉMATIQUES INTERCONNECTÉES ET UNE ÉQUIPE TRANSVERSALE

- **RD et RD adjoint**
- **1 CAD et 2 CDG**
- **17 RPS** : départ de Elodie et Charlotte, arrivée de Adrien, Manohisoa, Laure
- **3 RPT** Sénégal /Mada/ Myanmar et départ Sidi en RIM **+ 1 coordinatrice nationale** Garance BF
- **5 VSI/AT** : Guinée, Myanmar, Cambodge, Laos
- **13 CDP dont 3 expatriés**
- **200 salariés nationaux environ**

LA GÉOGRAPHIE DES ACTIVITÉS D'ALER

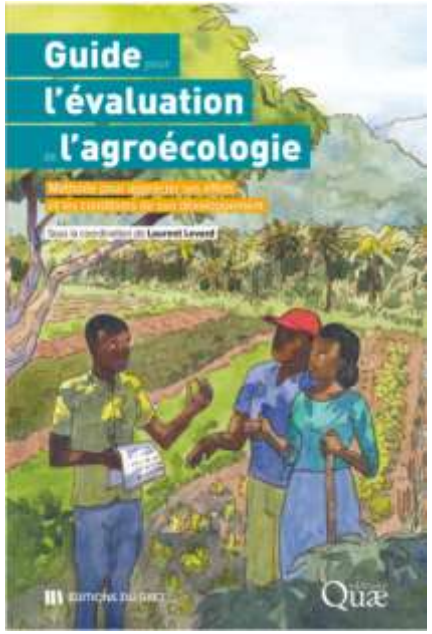
SALAD - Gouvernance foncière – Finance inclusive

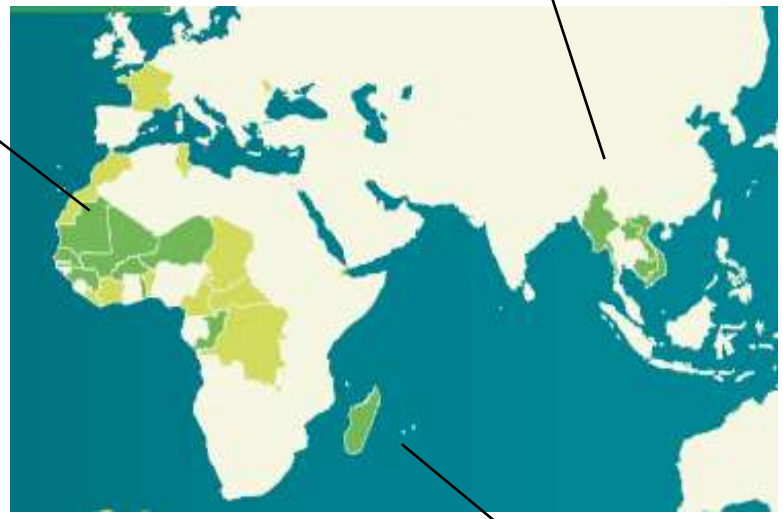
Afrique de l'Ouest

- Etude PASAM (Niger)
- Etude PSAE (BF)
- Prolongation RIMDIR (RIM)
- Khaima (RIM)
- OKDB (BF)
- Etude lait (Sénégal)
- IG Wagashi au Bénin

Asie du Sud Est

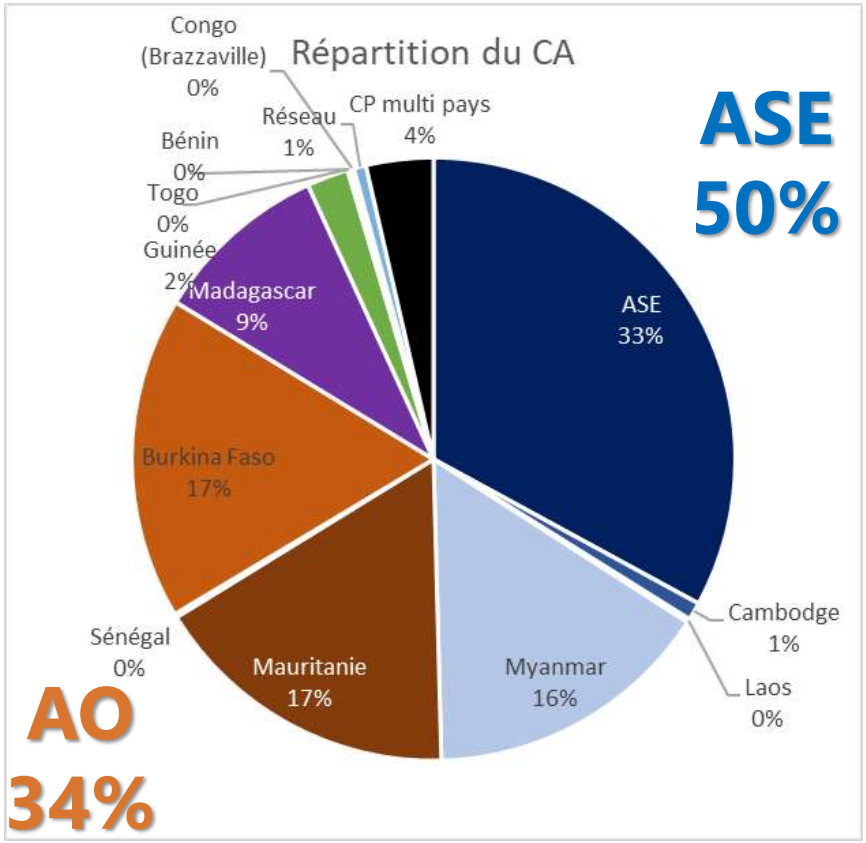
- Suite MRLG
- Mekong tea projet (Laos)
- Green Cup (Laos)
- **APICI (Cambodge)**
- RESAD avec TO(Myanmar)





- Suite Comité Foncier
- Etude Equité

- CUF
- Prosol



GRET

02

LE PROJET APICI

LE PROJET APICI

Agriculture Paysanne semi Intensive peu Consommatrice d'Intrants

Origine

- Intervention du Département des Hauts-de-Seine au Cambodge depuis décembre 2009 → soutient des actions de développement agricole, mises en œuvre par le Gret et par Agrisud, dans la province de Siem Reap.
- Ciblent les exploitations familiales et portent sur l'amélioration et la diversification de la production agricole par l'agroécologie et une valorisation des produits locaux par un meilleur accès aux marchés de Siem Reap.
- En 2013, le Département des Hauts-de-Seine a signé une convention de coopération décentralisée avec la Province de Siem Reap. Cette convention est renouvelée tous les 4 ans. La dernière, signée le 15 mars 2021,court jusqu'en 2025.
- Cofinancements annuels de différents bailleurs : UE, AFD, ICCO, PAFID, Syctom, Fondation Dreyfus, UNDP, CFI, etc.

LE PROJET APICI

Objectifs et stratégie d'intervention

Objectif général : améliorer et de sécuriser les conditions de vie des petites exploitations familiales par les pratiques de l'agroécologie dans la province de Siem Reap, au Cambodge.

→ Cible 2 400 exploitants agricoles chaque année

→ Développement de systèmes de production et de commercialisation de produits agricoles plus performants, via un soutien en matière d'agroécologie, d'accès au marché et de structuration d'organisations professionnelles agricoles.

Depuis 2023, le projet a réorienté ses actions autours de 3 objectifs, dans une optique de passage à l'échelle et l'intégration d'une approche territoriale.

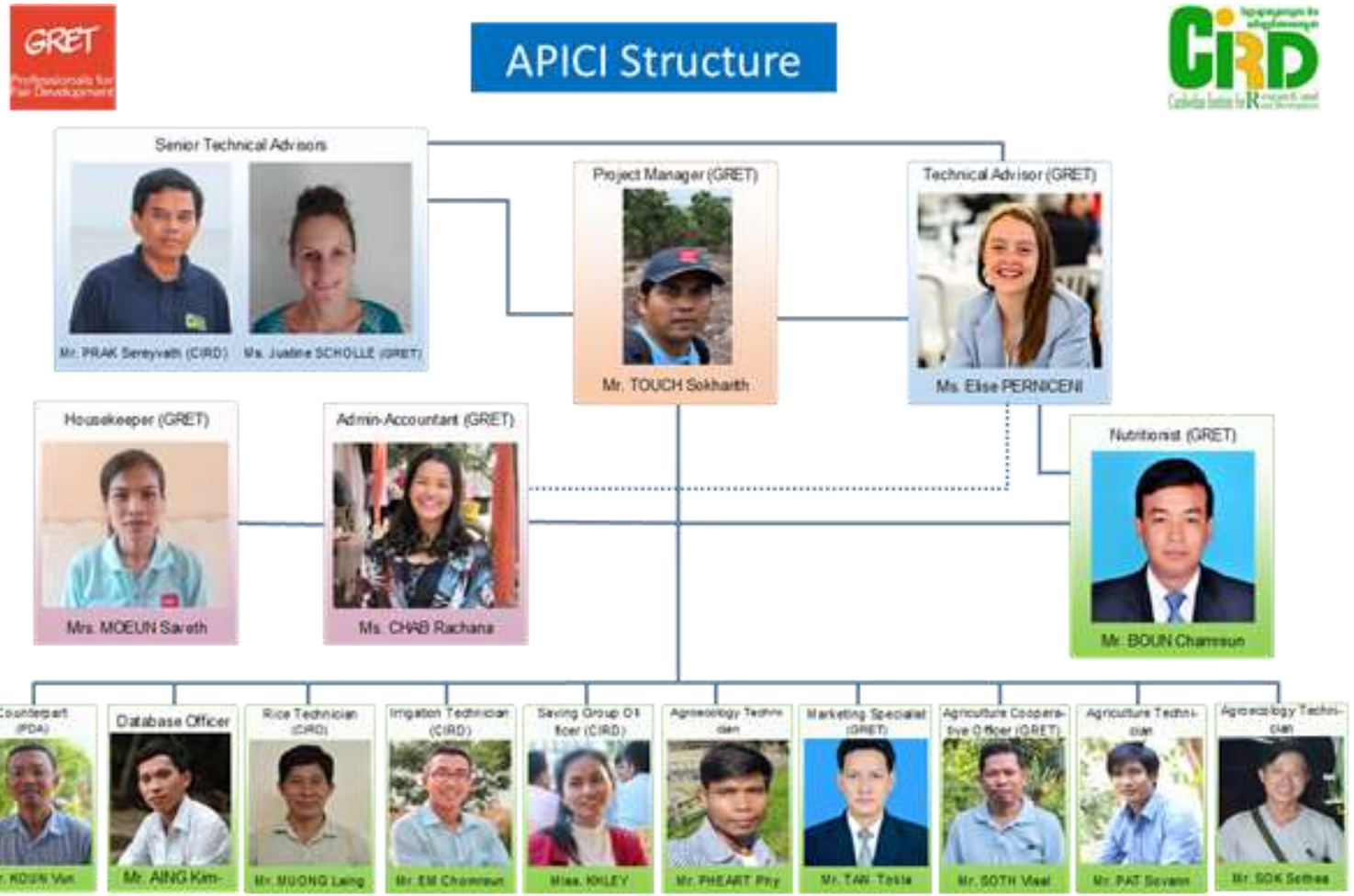
Les activités du projet doivent donc maintenant contribuer à :

1. Promouvoir une intensification agroécologique et la diversification de la production agricole
2. Renforcer les organisations de producteurs et productrices et structurer les filières agricoles locales pour sécuriser la production et faciliter l'écoulement des produits sur les marchés
3. Appuyer les parties prenantes provinciales dans la construction d'un plan de développement de systèmes alimentaires territoriaux performants et durables et sa mise en œuvre.

GRET

LE PROJET APICI

L ’équipe



03

LE BESOIN D'EVALUATION

L'EVALUATION D'APICI

Pourquoi une évaluation?

En premier lieu la durée et l'ancienneté du projet. En 13 ans, tout en restant inscrit dans un même objectif de renforcement de l'agriculture familiale et de sécurisation alimentaire, le projet s'est énormément diversifié, devenant de plus en plus intégré et multisectoriel. Sur toute cette période, le Gret a aussi contribué à la création d'institutions locales, coopératives, organisations professionnelles, tout un ensemble d'acteurs et actrices désormais parties prenantes du projet, ce qui n'était pas le cas à l'origine.

En second lieu, le Conseil départemental des Hauts de Seine (CD92) souhaite renforcer sa coopération décentralisée, avec une approche territoriale plus affirmée.
Aussi, le projet est à une période charnière de son existence, entre un long processus passé autour d'une entrée sectorielle ayant produit de nombreux effets et un choix d'orientation à partir de 2023 vers une approche territoriale et de contribution aux politiques publiques locales.

GRET

L'EVALUATION D'APICI

Deux grandes questions évaluatives ?

La Pertinence : Du fait de sa longue durée, le projet APICI a constamment évolué ainsi que l'environnement économique et politique du Cambodge et de Siem Reap. Le critère de pertinence doit donc permettre de questionner les évolutions de conception progressive du projet dans le temps, au travers de questions plus précises, telles que :

- Le diagnostic sur lequel repose le projet est-il toujours en adéquation avec la problématique alimentaire du territoire et de ses acteurs ?
- Les objectifs du projet correspondent-ils toujours et dans les mêmes termes aux besoins du territoire et de ses acteurs ?
- Est-ce que le projet répond toujours aux attentes des bénéficiaires en matière d'appui technique/ formations ?

La Viabilité et durabilité : Dans la mesure où le projet est inscrit depuis 13 ans sur le territoire de Siem Reap, la question de la viabilité et plus largement de la durabilité des actions se posent à présent. Il s'agit donc d'évaluer la capacité que le projet a eu de rendre viable l'ensemble des activités mises en œuvre et surtout leur pérennité, par le transfert de savoir-faire auprès des acteurs locaux.

GRET

La politique de coopération internationale des Hauts-de-Seine

Cambodge

Arménie

Bénin

Haïti

Depuis 2008, le Département participe à son échelle à un développement des territoires plus équilibré et durable.

Une politique de coopération internationale structurée autour de deux axes :

-**Des programmes de développement agricole afin de soutenir l'agriculture familiale** en Arménie, au Bénin, au Cambodge et en Haïti

-**L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale** grâce à son dispositif Initiatives Jeunes Solidaire

» 27 millions d'euros alloués depuis 2008

Programme de développement agricole mis en œuvre à Siem Reap

- 2 ONG chargées de la mise en œuvre des actions :

-GRET depuis 2009

-Agrisud depuis 2010

- 1 partenariat institutionnel :

- 1ere convention de coopération décentralisée avec la province de Siem Reap en 2013,
- renouvelée en 2017 et 2021.

- Un soutien financier du département des Hauts-de-Seine à hauteur de **7 M€, dont 4,2 M€ au GRET**

Programme de développement agricole mis en œuvre à Siem Reap

Depuis 2009

- accompagnement de près de 4000 petits paysans en termes de diversification, de structuration et de commercialisation

- transition agroécologique de la province de Siem Reap.

- Tous les chaînons de l'alimentation (production, transformation, commercialisation, consommation, gestion des déchets et sensibilisation) sont pris en compte par le programme.

Programme de développement agricole mis en œuvre à Siem Reap

- Dès 2018, organisation d'une conférence sur les systèmes alimentaires territoriaux ;

- 2020 : Crise de la Covid entraine fermeture des frontières de la province de Siem Reap ;

- 2022: sollicitation des Hauts-de-Seine par la province de Siem Reap pour la mise en place d'un plan alimentaire territorial

- 2023-2024 : recherche de cofinancements pour un changement d'échelle : obtention MEAE et dépôt FICOL

Restitution élargie - 1er février 2024

Evaluation du Projet APICI : Appui à une agriculture intensive peu consommatrice d'intrants - au Cambodge

Avril 2023 – février 2024

LIAGRE Laurent l.liage@iram-fr.org
MEANG Savoeurn: s.meang@avsf.org
BRUN Jean-Marie: jm.brun.kh@gmail.com

ARTE-FACT DEVELOPMENT

Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

L’équipe d’évaluateurs

- **LIAGRE Laurent, IRAM**
  - Agroéconomiste, résident à Madagascar, spécialiste politiques publiques, filières agricoles et élevage, conseil agricole, agriculture biologique
- **MEANG Savoeurn, AVSF**
  - Agronome, spécialiste filières, organisations paysannes et conseil agricole
- **BRUN Jean-Marie, ARTEFACT**
  - Agroéconomiste, résident au Cambodge, spécialiste chaines de valeur / signes de qualité, organisations agricoles, politiques agricoles

Enjeux et méthodologie (15 mn)

Principales conclusions et recommandations (35 mn)

Evaluation du Projet APICI : Appui à une agriculture intensive peu consommatrice d'intrants - au Cambodge

Enjeux et méthodologie

Une expertise indépendante
pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications
des méthodes de développement

Points de repère sur l'agriculture cambodgienne

National

Déclin du PIB agricole : 43% en 1996, 23,5% en 2018

60,6% de la population en zone rurale en 2019, contre 80,5% dix ans en 2009

Nombre total d'exploitations agricoles familiales au Cambodge : 1 726 338 en 2019

La population rurale dépend principalement de l'agriculture pour sa subsistance.

Province de Siem Reap

Lac Tonlé Sap, plus grande réserve d'eau douce en Asie du Sud-Est

Importance du tourisme (temples d'Angkor) : 1 à 2 Millions de visiteurs/an

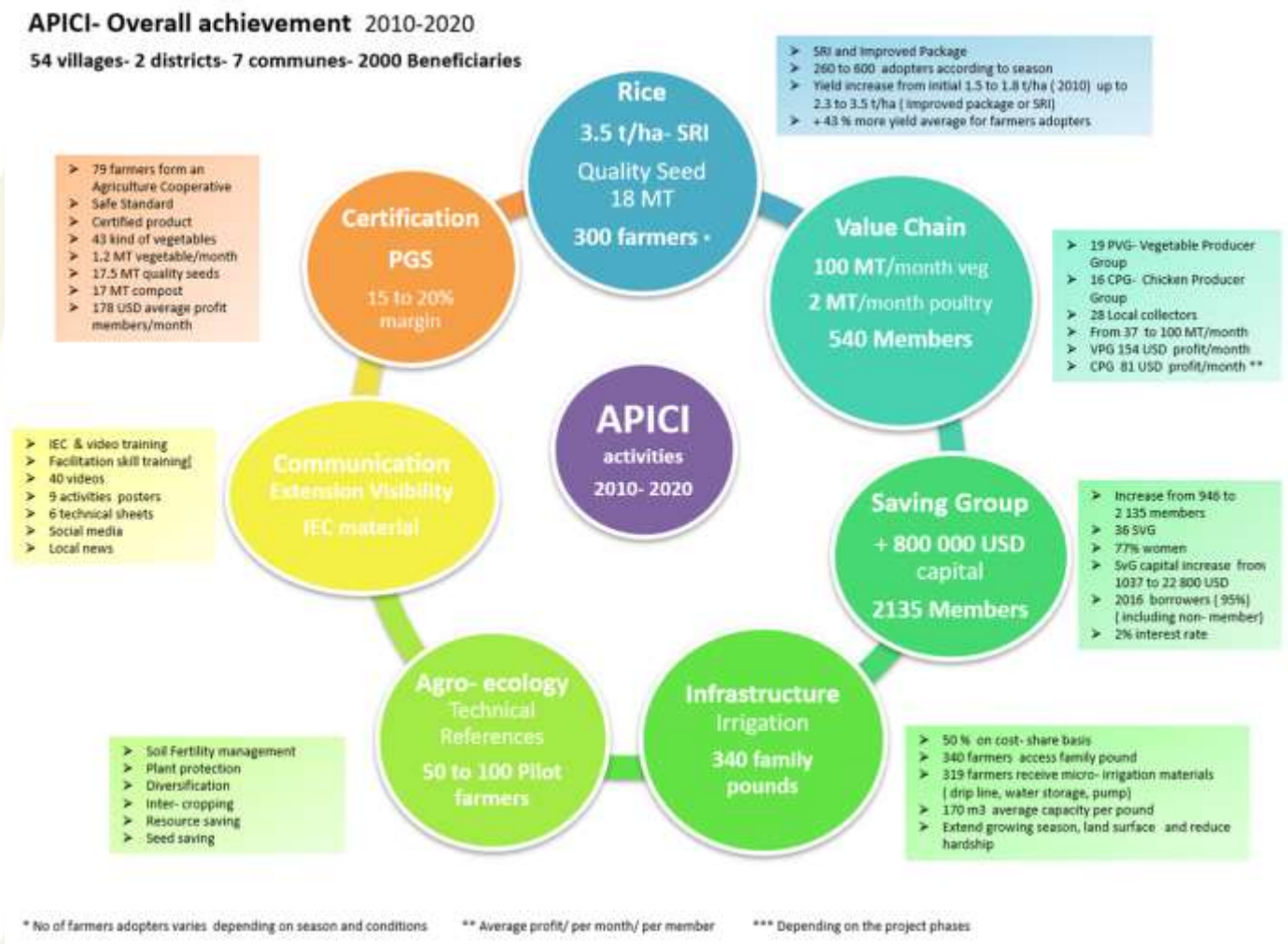
L'une des provinces les plus pauvres du pays : 45% sous le seuil de pauvreté en moyenne

Agriculture de subsistance : petites exploitations familiales, systèmes basés sur le riz (pluvial), peu diversifiée et petit élevage familial

Morcellement des terres, faible niveau technique, manque de capitaux

Un projet ancien, dense en activités, évolutif dans sa stratégie, qui aborde une nouvelle phase

Un large éventail d'actions, autant d'opportunités pour les bénéficiaires



Objectifs de l'évaluation

Impulsion nouvelle du projet : mise en oeuvre de systèmes alimentaires territoriaux performants et durables (OS3 de APICI 4)

Dépasser l'approche par projet au profit d'une approche territoriale et de renforcement des capacités de la Province Siem Reap - en tant que maitrise d'ouvrage publique (FICOL/AFD).

=> Contribution au processus de préparation du futur projet : confirmer, approfondir, enrichir les nouvelles orientations, sur la base notamment d'une revue des hypothèses sous-jacentes

=> Après 12 années de projet, quel bilan du renforcement de capacités des acteurs à vocation pérenne ?

=> Quelle valeur d'exemplarité et de réplicabilité / mise à l'échelle ?

Questionnements de l'évaluation

Pertinence des orientations stratégiques du projet

Pertinence des approches techniques et financières du projet

Viabilité et durabilité des résultats de l'intervention

Modalités de pilotage & programmation des activités du projet

Dispositif partenarial actuellement et à l'avenir

Question transversale sur le genre

Question transversale sur le dispositif de suivi évaluation

Déroulement de l'étude

Phase préparatoire
fin avril – mi juin

Collecte & analyse données :
mi juin – début juillet

Consolidation
Mi Septembre – fin novembre 2023

Phases	Activities	Dates/periods
Phase 1: Study preparation	Activity 1.1. Kick-off meeting	27/04/2023
	Activity 1.2. review of project bibliography	09/06/2023
	Activity 1.3. Meeting with steering committee	31/05/2023
	Activity 1.3. Framing interviews	09/06/2023
	Activity 1.4. Drafting and validation of the scoping memorandum **(D1)**	09/06/2023
Phase 2: Field data collection and analysis	**International and national experts outward journey**	17/06/2023 18/06/2023
	Activity 2.1. Site visits, data collection with stakeholders Kick-off meeting for field mission Interviews with : - project beneficiaries - technical and institutional partners - other downstream/marketing players.	19/06/2023 20/06/2023 21/06/2023 22/06/2023 23/06/2023 24/06/2023 25/06/2023 26/06/2023 27/06/2023
	Activity 2.2. Data analysis and preparation of feedback workshop	28/06/2023 29/06/2023
	Activity 2.3. In situ participatory analysis and feedback workshop	30/06/2023
	International and national experts return trip	01/07/2023 02/07/2023
	Activity 2.4. Drafting and delivery of the aide-memoire (D2)	04/07/2023
Phase 3: Consolidation and presentation of the study	Activity 3.1. Drafting and delivery of interim evaluation report (D3)	15/09/2023
	Activity 3.2. Handover of draft evaluation report	28/09/2023
	Activity 3.3. Submission of final report & summary document (D4)	30/11/2023
	Activity 3.4. Extended public feedback (D5)	*01/02/2023*

Source de l'information

Ressources documentaires: rapports d'activités, études et capitalisation, documents de politique nationale

Données du suivi évaluation

Interviews, focus groups, réunions, => plus de 80 personnes

- Equipe du projet APICI
- Bénéficiaires (poulet, légumes, production de riz, groupe d'épargne, irrigation, etc.) et agriculteurs pilotes ;
- Conseils d'administration des coopératives ECOFARM, FUDAC et DSAC ;
- Autorités provinciales & services techniques Province de Siem Reap : administration provinciale, coopération internationale, agriculture/forêts/pêche, commerce
- Autorités administratives & services techniques de l'agriculture des districts de Sotr Nikum et Prasat Bakong
- Autorités communales et villageoises : commune de Danrun, villages de Chrey Khang Tboung et Chrey Khang Cheung ;
- Vendeurs au détail et acheteurs du Farmers Weekly Market
- Responsable du Siem Reap Farmer Market shop
- Coordonnateur et AT IADA / Agrisud + équipe projet IADA (restitution).

Observations directes sur le terrain chez les producteurs, dans leurs parcelles cultivées

Questions / Réponses

Adressez vos questions de clarification, faites-nous part de vos réflexions et remarques, des éléments qui vous inspirent ou vous surprennent

→ Indiquez sur le *chat* que vous souhaitez prendre la parole

→ Nous vous la donnerons ensuite ☺

→ Si vous êtes timides, vous pouvez inscrire directement votre question, nous nous en ferons le relai

Evaluation du Projet APICI : Appui à une agriculture intensive peu consommatrice d'intrants - au Cambodge

Principales conclusions et recommandations

Une expertise indépendante
pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications
des méthodes de développement

rincipales conclusions et ecommandations

Les piliers fondateurs de l'intervention

Revue de quelques volets d'activités

- La promotion de l'agroécologie
- Production maraichère AEC
- Aviculture
- Conseil aux agriculteurs
- SVG / Groupes épargne et crédit
- Coopératives agricoles

Système alimentaire territoriale durable

Gestion du projet et programmation des activités

Questions transversales Genre et Suivi évaluation

Les partenariats

Recommandations

Appui à l'agriculture familiale

- Détenteurs « uniques » de savoir faire et connaissances => production agricole, gestion des ressources naturelles, préservation de la biodiversité
- Rôle important dans la sécurité alimentaire & filet de sécurité socioéconomique notamment dans les pays où la pauvreté est importante
- Occupation, organisation et développement des territoires
- Construction et entretiens des paysages => Importance pour le tourisme (entre autres => services environnementaux)

Agroécologie

- Adapté aux petits agriculteurs (autonomisation), sous réserve que cela réponde dans la durée aux besoins alimentaires et monétaires, de la disponibilité en main d'œuvre et en biomasse, d'une bonne maitrise des techniques pour la maitrise des risques de production (maladies, insectes, notamment),
- Approche agroécologique « tolérant » l'usage des intrants chimiques => meilleure gestion du risque pour les agriculteurs
- Importance du marché : informé, demandeur et éventuellement rémunérateur
- Limitation des émissions de GES et stockage du carbone dans le sol (cycle de la matière organique)
- Réduction des externalités négatives : dégradation environnement et impact sur la santé
- En rythme de croisière, système autosuffisant ne dépendant plus d'achats d'intrants (=> à large échelle, amélioration de la balance commerciale)

Structuration des agriculteurs

- Action collective pour apporter ou accéder à des services techniques, commerciaux et/ou financiers inaccessibles sur une base individuelle
- Maillage social des territoires ruraux
- Faire porter la voix des agriculteurs pour la défense de leurs intérêts et s'assurer que les politiques agricoles soient adaptées à la petite agriculture familiale
- Importance de promouvoir des processus de structuration « bottom up », portant les fonctions d'accompagnements techniques, économiques, institutionnelles dans un contexte où les approches formatées « top down » prédominent

Appui aux petites et moyennes entreprises

- Contribution à la construction d'un tissu socio-économique de proximité pourvoyeur d'emplois et de valeur ajoutée => Contribution à la résilience économique des territoires
- Intérêt de promouvoir des petites entités économiques pour la création de liens novateurs avec le marché (coopératives, petites entreprises / agroécologie / SPG)
- Les petites structures sont plus à même d'assurer la prise en charge de certain coûts de transaction : information sur la demande du marché ⇔ contraintes de production des agriculteurs ⇔ co-construction de solutions

Genre

- Nombreuses facettes de la question du genre dans les zones rurales cambodgiennes : place des femmes en matière d'accès au foncier et la propriété foncière, position socio-économique dans le processus de production, de commercialisation et d'alimentation, rôle dans la gestion financière du ménage, fonctions sociales et institutionnelles, etc.
- Les crises récentes et les tendances en cours (COVID 19, changement climatique, vieillissement de la population, notamment rurale, désaffection des jeunes / agriculutre) sont-elles susceptibles de rebattre les cartes relativement à la place des femmes sur ces différents registres ? Se traduisant par un rôle accu dans l'économie agricole / rurale ?
- La compréhension de ces changements et leur accompagnement semblent un point important pour un programme comme APICI

Revue de quelques volets d'activités

- **La promotion de l'agroécologie**
- **Production maraichère AEC**
- **Aviculture**
- **Conseil aux agriculteurs**
- **SVG / Groupes épargne et crédit**
- **Coopératives agricoles**

Production maraichère agroécologique

Pertinence des techniques proposées (c. intercalaires / associations, composts, gestion intégrée des maladies et parasites, tabliers, etc.)

Résultats significatifs :

- Prise de conscience des producteurs : diversification, intérêt des approches AEC
- 640 producteurs concernés pour 40 tonnes de légumes et fruit / an

Limites observées :

- AEC peu adoptée par les grands agriculteurs : dispo en main d'œuvre limitée, baisse de revenu durant les premières années
- Risques de contamination (rotation riz maraichage, proximité parcelles conventionnelles/AEC, stockage, etc.) => résultante des contraintes foncières (morcellement)

Production maraichère agroécologique

Durabilité

- Le faible différentiel de prix entre AEC et conventionnel (hors SPG) est il suffisant pour rémunérer la main d'œuvre ?

  => analyse du cout d'opportunité : mesure comparée du temps de travail, existence de couts cachés pris en charge par le projet, etc. ?

  => prise en charge du dispositif de certification

  => si renchérissement du produit : accessibilité pour les consommateurs

- Les cahiers des charges de production AEC sont porteurs d'une certaine imprécision aux plans opérationnel (quels mécanismes et points de contrôle, …) & institutionnel (qui octroie le certificat ?)

- Achat des semences maraichères sur le marché : souvent des semences prétraitées

Commercialisation des produits maraichers sous SPG

Pertinence

- Outil d'information, de garantie et de différentiation basé le respect de principes AEC de production => produit porteur d'un signe de qualité le distinguant d'un produit conventionnel
- Intérêt du consommateur, prime à la qualité => Levier pour une meilleure rémunération du producteur

Résultats

- 48 producteurs en SPG en 2021 (43 ECOFARM et 5 FUSAC), 50 producteurs additionnels engagés dans le processus de certification, soit 15% des producteurs appliquant les approches AEC => 38,8 tonnes (2021)
- Weekly Farmers Market : pas le débouché le plus important (3,7 tonnes) mais forte notoriété dans les communautés aisées, initiative commune IADA/APICI, reposant sur des SPG, rejointe par les groupements maraichers des projets ASPIRE & AIMS non certifiés => dénominateurs communs : filières courtes, petits producteurs => Marque collective

Commercialisation des produits maraichers sous SPG

Durabilité

- tous les produits certifiés ne peuvent être écoulés sur des marchés dédiés, des produits AEC ne sont pas encore certifiés

  => stratégie commerciale à établir pour accroitre la demande,

  => maximiser les externalités positives au stade de la production (santé, environnement)

- approche niche de marché pour une clientèle aisée et informée des bienfaits de ce type de produits

  => réflexion à engager pour une stratégie dans la durée de mise à l'échelle pour toucher toutes les couches sociales ?

- masse critique de produits pour atteindre un seuil de rentabilité incluant la prise en charge les dispositifs de commercialisation et de certification

Aviculture : Production poulet de chair, œufs, poussins

Pertinence

- Sécurité alimentaire (viande et œufs, revenus monétaires occasionnels), mais élevage extensif sujet à forte mortalité.
- Pertinence d'un accompagnement pour améliorer les techniques de production et promouvoir un élevage à vocation commerciale

Résultats mitigés

- Appui auprès de 250 éleveurs (chair, oeufs et poussins), mais chute de la production de poulet de chair lors du COVID 19, => effet ciseau avec baisse de la demande / arrêt du tourisme, augmentation du coûts des aliments, concurrence du poulet importé (Thaïlande)
- Maintien du marché de l'œuf, fortement rémunérateur

Aviculture: structuration éleveurs & commercialisation / SPG

Pertinence et aperçus des résultats

- Structuration : achat groupé des intrants, organisation collective des campagnes sanitaires, vente groupée

  => 2022 : Diminution du nb de producteurs en groupements de 146 à 92 (dont 60 femmes)

- SPG poulet de chair : moyen pertinent pour différentier le produit de l'offre conventionnelle (poulet importé) ou accroitre les prix de vente (couverture du prix des intrants)

  => Introduction en 2022 d'une démarche SPG pour les poulets de chair basé sur le respect des principes zootechniques et vétérinaires pour le bien être de l'animal et un poulet de bonne qualité sanitaire

  => Questionnement sur l'existence et l'importance de la demande pour ce type de produit : préférence pour le poulet importé à bec et pattes jaunes, absence de signe distinctif (logo)

Durabilité

- Définir une stratégie tenant compte de la demande et de son évolution possible, des contraintes de coût de production et de la concurrence pays voisins
- Importance de maintenir l'appui à l'élevage familial à visée alimentaire et d'épargne court terme

Dispositif d'appui conseil

Pertinence

- Concevoir des mécanismes d'appui conseil aux petits agriculteurs pour renforcer leur résilience dans un contexte national de services aux agriculteurs top down spécialisés sur des approches chaines de valeur
- Dispositif reposant sur les principes de co-construction, de formation de formateurs (60 PF), d'échanges paysans à paysans

Résultats

- Logique dominée par le nombre de producteurs formés plutôt que le nombre de producteurs « accompagnés »
- Approche « boite à outil », intérêt d'une approche de conseil global intégré ?
- Importance dès lors du suivi et de l'analyse des processus d'adoption (VS « cours » de rafraichissement)

Durabilité

- Stratégie à développer sur la pérennisation du dispositif : état des lieux des compétences des PF, processus d'internalisation au sein des coopératives, reconnaissance d'un statut / forme de rétribution, pérennisation économique du système

Groupes d'épargne et de crédit

Pertinence

- Permettre l'accès à des systèmes financiers décentralisés, à bas coût, basé sur des mécanismes de garantie solidaire (500 000 Riel)

Résultats

- 35 groupes, 2 660 membres dont 2051 femmes, capital cumulé > 1 MUSD fin 2022
- Très populaire, nb croissant de crédits octroyés à des non membres (30% des 2031 crédits en cours), importance des crédits octroyés pour des activités non agricoles

Durabilité

- Point d'inflexion en 2018-2019 avec nb moyen de membres par SVG passant de 20 à 72 => suivi plus difficile, contrôle social moins fort, risque de gouvernance accrue
- Concentration des leviers de décisions dans les mains de une à deux personnes / SVG, faibles capacités techniques, comités de surveillance existent formellement mais non effectifs
- Les livres de comptes sont tenus à la main => risques d'erreur, difficultés de suivi
- Pérennisation institutionnelle à bâtir : capital moyen de 31 099 USD ; limite réglementation bancaire : 24 000 USD, 15 SVG sont concernés

Appui aux coopératives agricoles

Pertinence

Créer les conditions du transfert des activités d'appui du projet aux organisations agricoles

Résultats

3 Coopératives créés entre 2019 et 2021, organisations très jeunes, abordant un certain nombre d'activités « complexes », plus ou moins porteuses (maraichage agroécologique, vente de semences de riz, aviculture, engrais, etc.)

Durabilité

- Engagements importants des membres des conseils d'administration, mais un certain cloisonnement envers les autres membres (processus information, décisions)
- Forte capacité à conseiller les membres aux plans techniques, même si organisation peu élaborée et sur une base bénévole
- Les capacités techniques des membres des CA semblent encore trop faibles pour gérer efficacement et de manière sûre les différentes activités économiques ; les comités de surveillance ne jouent pas réellement leur rôle;
- Les documents de gestion montrent plusieurs erreurs ou manquements (compte de résultats, bilans), les coopératives ne disposent pas de document de stratégie, de plan d'action pluriannuel ou de plan d'affaire

Appui aux acteurs de la province pour l'élaboration et l'accompagnement à la mise en place d'un Système Alimentaire Territorial Durable

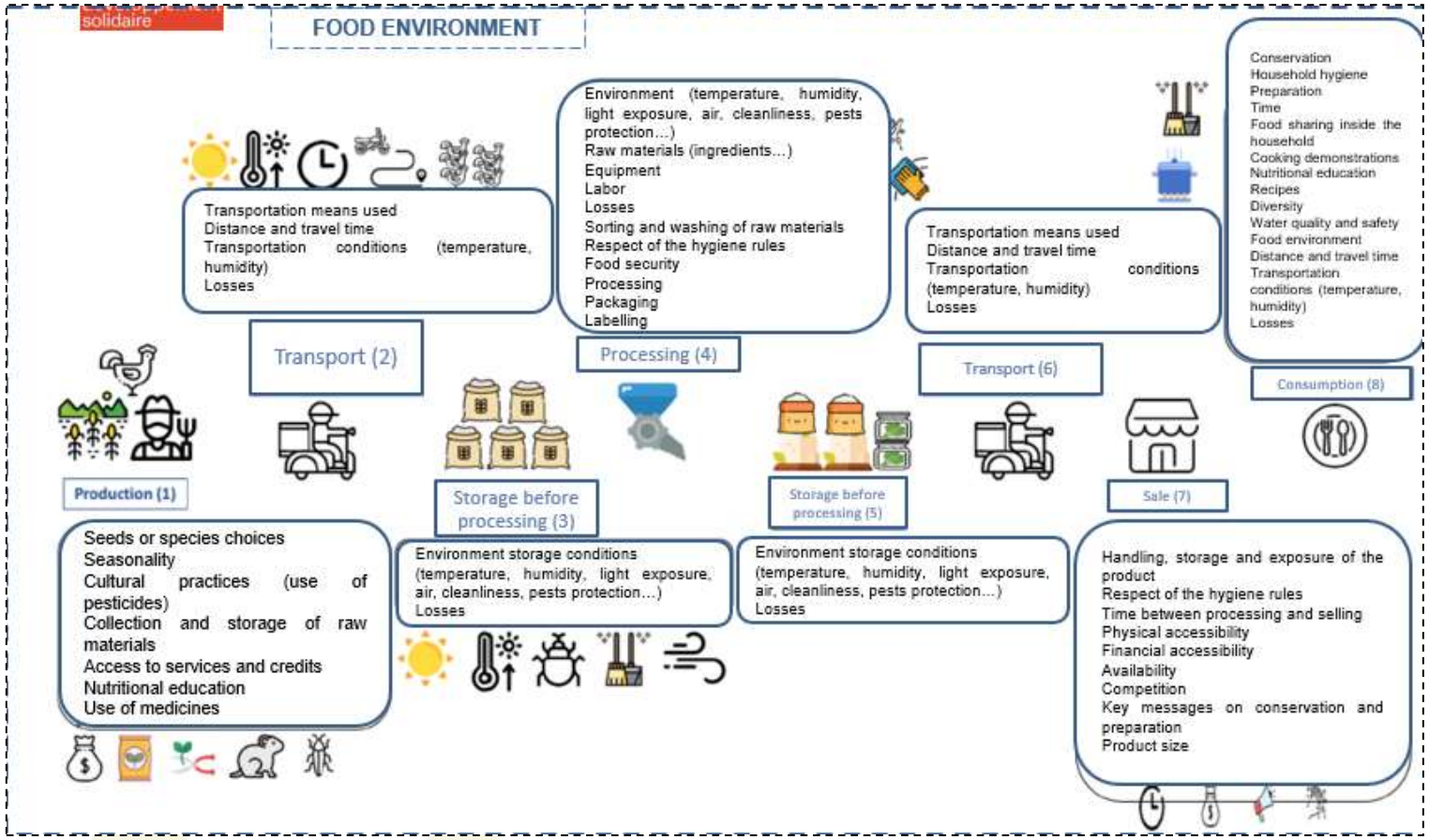
Pertinent d'impliquer l'institution territoriale concernée à un niveau stratégique de conception des systèmes agricoles et alimentaires => appropriation par les acteurs locaux, consolidation de la viabilité des résultats du projet, gouvernance locale.

Cohérent avec la volonté du CD-92 d'ancrer sa coopération dans une relation avec les autorités territoriales au niveau provincial (gouvernorat de la province de Siem Reap).

Prépare le chemin, à plus ou moins long terme, pour un transfert d'une partie du pilotage du projet à ces autorités (maitrise d'ouvrage)

Moyen de renforcer la pertinence et la cohérence interne du projet APICI : plan de développement d'un système alimentaire durable => ligne directrice pour mieux intégrer les activités du projet et rendre plus lisible la convergence de leurs contributions à un objectif plus large.

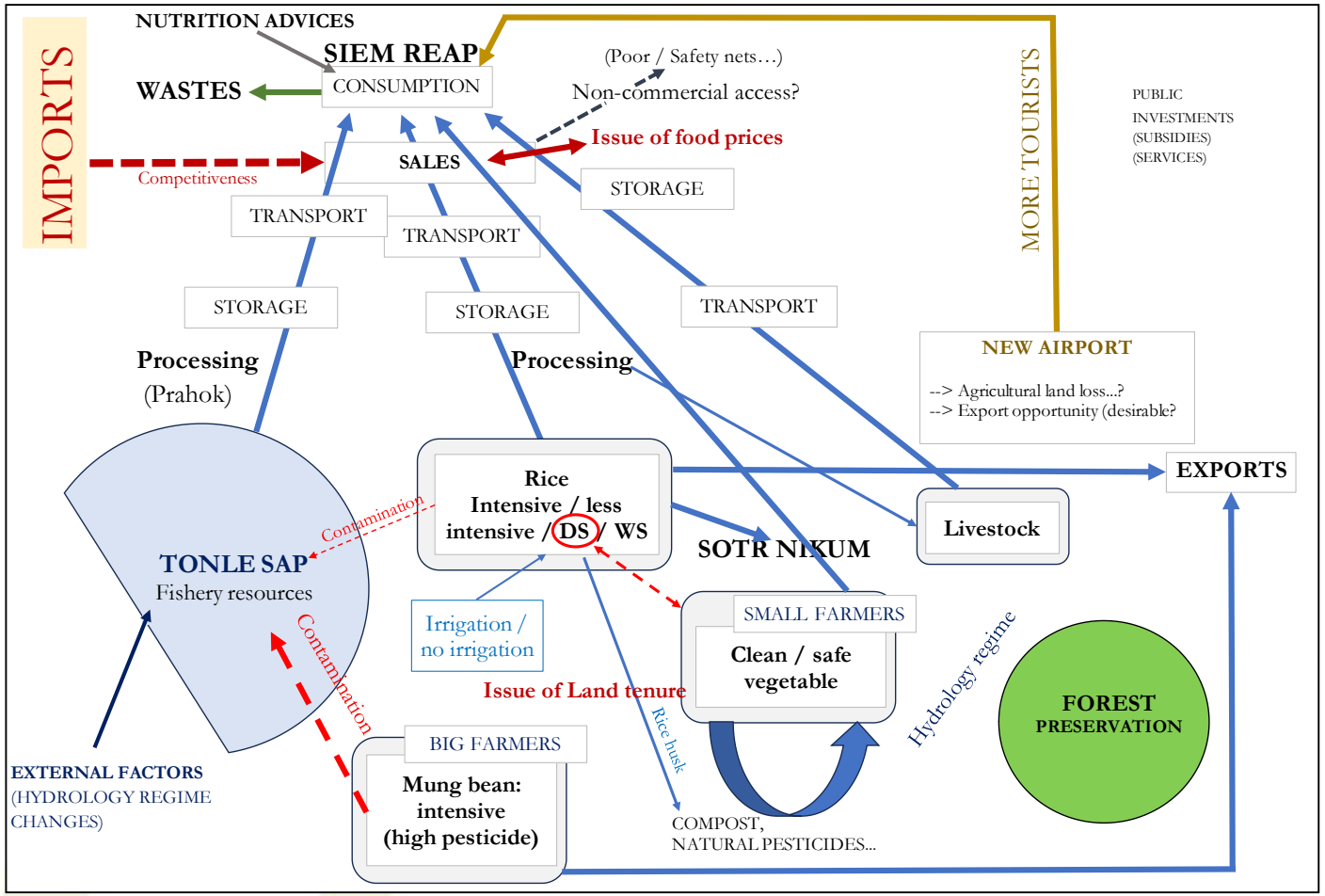
ncipales conclusions et commandations



La cohérence externe dépend de la clarification du champ d'application.

Sous le concept de Système Alimentaire Territorial, s'agit il de décliner /multiplier une approche « chaine de valeur » du producteur au consommateur, porteuse de garantie en terme de préservation de la santé et de l'environnement ?

ncipales conclusions et commandations



Ou d'intégrer une approche plus systémique : Chaines de valeur « produits » locaux / exports, Diversité de Systèmes de production, Gestion durable des ressources naturelles (forets, Tonle Sap), Marché alimentaire : demande (dont le tourisme), et offre (production locale, importations, aide alimentaire), etc.

ncipales conclusions et commandations

- Quelles sont les sources d'approvisionnement alimentaire du territoire considéré ?
- Que mangent les gens et quelle est la situation alimentaire et nutritionnelle de la population ?
- Où sont transformés les aliments et comment sont-ils commercialisés ?
- Comment sont gérés les déchets alimentaires ?
- Qui sont les acteurs gouvernementaux, institutionnels et privés impliqués dans le système alimentaire ?

→ Positionner les objectifs et les actions du projet dans ce système

ncipales conclusions et commandations

Prendre en compte les éventuels chevauchements avec les prérogatives d'autres institutions

Le niveau provincial est le plus indiqué pour piloter l'élaboration d'un Plan de Développement d'un Systèmes Alimentaire Territorial Durable. Mais des leviers importants résident à d'autres niveaux, et il s'agit d'animer la mise en synergie :

- Le *Council for Agriculture and Rural Development* (CARD) et le *Technical Working Group on Food Security and Nutrition (TWGFSN)* => role central pour l'élaboration des politiques nationales / feuille de route pour les systèmes alimentaires territoriaux (contribution aux processus nationaux par des approaches locales)
- Le MAFF : soutien aux productions, regulations SPS, politiques agroécologie/biologique
- La Tonle Sap Autorithy : ressources en poisson font partie du système alimentaire territoriale
- Les Projets / programme en agriculture, alimentation et nutrition dans la Province

Une programmation difficilement lisible

- Convention pluriannuelle: une valeur cible en termes de bénéficiaires, des indicateurs pour chaque objectif spécifique qui reflètent les activités planifiées mais ne donnent pas de détails sur les valeurs cibles à atteindre
- Déclinaison annuelle : description des activités, des moyens techniques et financiers à mobiliser, mais sans indication de valeur cible à atteindre
- En l'absence de cadre logique, ce mécanisme confère une grande souplesse de fonctionnement, une capacité de tester et d'innover et la capacité de saisir les opportunités de cofinancement
- Pb : il existe une certaine volatilité dans le cadre programmatique : refonte des objectifs spécifiques, apparition/disparition/reformulation d'activités selon les années,
- Impression que les objectifs spécifiques, plus ou moins clairement définis, sont principalement utilisés pour "classer" les activités année après année => il est difficile de trouver une logique d'intervention globale claire et structurée.
- Rapports d'activités => contenu narratif et analytique très riche, mais faiblesse en termes pilotage stratégique : où va-t-on, où en est-on, pb rencontrés, solutions proposées et mises en œuvre, avec quels résultats, etc. ?
- Un mécanisme de programmation et construction des budgets annuels en année n pour l'année n+1 au moment et au moment où le rapport d'activités de l'année n-1 est produit

Le cadre stratégique du dispositif de suivi évaluation

- En lien avec l'absence de cadre logique véritable : pas ou peu d'indicateurs sur les OG et OS
- Le nombre de producteurs comptabilisés comme bénéficiaires correspond essentiellement au nombre de producteurs ayant participé à des formations ou à des réunions => Indicateur de l'activité du projet, mais qui ne permet pas d'apprécier les résultats des interventions au niveau des ménages agricoles bénéficiaires, ni les effets d'entraînement et les impacts du projet au niveau des districts ciblés.

La dimension opérationnelle du système de suivi et d'évaluation

- Système reposant sur le suivi des formations et le suivi technico-économique de groupes témoins par volet, additionné d'études qualitatives
- Absence de code d'identification des producteurs : détermination difficile du nombre réel de bénéficiaires (bénéficiaires de formations / appuis multiples), du suivi spécifique de l'adoption des techniques d'année en année ou à l'échelle géographique
- Pas de suivi du temps de travail => productivité du travail, rémunération de la journée de travail ?

Question transversale sur le genre

Place des femmes prépondérante dans APICI

- Excellents résultats du projet en terme d'inclusion des femmes, même si pas de stratégie « genre » spécifique
- Indicateurs pris en compte dans le système de suivi évaluation

- 74% des producteurs formés en 2021/2022 sont des productrices
- 73% des 224 membres des 3 coopératives ECOFARM, FUDAC et DSAC sont des femmes (ratio comparable dans les CA)

Mise en perspective

- Ces taux reflètent-ils les ratios démographiques dans la province de Siem reap ?
- Les hommes sont de moins en moins nombreux à travailler dans l'agriculture (ou sont « spécialisés » en riziculture) et s'orientent vers d'autres activités plus rémunératrices ?
- A la faveur des crises sanitaires, climatiques, économiques, ces indicateurs renvoient ils à une redistribution des cartes sur le rôle des femmes en milieu rural ?

Principes et pertinence

- Après plus de 12 ans d'existence, APICI entre dans une nouvelle phase stratégique
- A la lumière des nouvelles orientations qui seront adoptées, il est pertinent de faire évoluer le type de portage institutionnel et les mécanismes de mise en œuvre pour les prochaines phases
- Le principe directeur serait de passer d'une structure de projet - telle qu'elle a existé jusqu'à présent - à un pilotage par les acteurs et institutions pérennes pour les actions relevant de leur domaine de compétences, y compris avec des mécanismes d'assistance technique qd nécessaire

Cette approche aurait l'avantage de créer progressivement les conditions d'une appropriation et d'un relais dans les différentes institutions cambodgiennes compétentes.

Les partenariats

Schéma possible

- Ancrage de la composante Système Alimentaire Territorial au niveau des différentes entités territoriales de la Province :
  - Niveau provincial pour la dimension " construction des politiques provinciales ".
  - Déclinaison au niveau des districts pour mettre en œuvre les composantes locales du SAT (approche ascendante).
- Les volets sur le renforcement de la résilience des ménages agricoles et l'intégration au marché pourraient faire l'objet d'un partenariat plus ambitieux avec les départements provinciaux et locaux de l'agriculture
- Un partenariat pourrait être conçu et mis en œuvre avec les coopératives pour la prise en charge de certains aspects techniques (conseil, marché, irrigation, etc.) dans une perspective de professionnalisation et de durabilité de leurs activités.
- Le dispositif d'assistance technique dédié appuierait ce schéma de structuration institutionnelle avec 3 fonctions principales :
  - Appui à la définition des stratégies
  - Innovation et conseil technique au niveau district (leçons tirées des phases APICI)
  - Coordination du système de suivi, d'évaluation et de capitalisation

Recommandations

Recommandations stratégie/coordination

- Systèmes alimentaires territoriaux :
  - Préciser la portée et les objectifs du volet d'accompagnement des systèmes alimentaires territoriaux durables
  - En faire l'objectif général du futur projet ?
  - Prévoir de mobiliser les ressources en adéquation aux ambitions du futur projet : expertises thématiques, collecte / analyse données alimentation et nutrition, etc.
- Principes d'action :
  - Approche multiacteurs et subsidiarité
  - Promouvoir des principes d'intervention portant sur l'accompagnement des acteurs à vocation pérenne et le transfert des compétences acquises par le projet : services techniques, OP/Coop).
  - Maintenir la fonction d'innovation et capitalisation du projet en fonction des besoins
  - Actualiser les diagnostics au niveau des districts sur les changements dans les exploitations agricoles et leurs systèmes de production depuis le début du projet (2011)
- Programmation et dispositif de suivi évaluation :
  - Structurer les interventions du projet en lien avec une logique d'intervention systémique (arbre à problèmes / cadre logique pluriannuel)
  - Articuler et consolider le système de suivi-évaluation avec le cadre logique du projet (MP/codage,…)

Recommandations composantes

Commercialisation des légumes agroécologiques

- Mener des études de marché pour concevoir les stratégies d'accroissement offre/demande en produits AEC (SPG et hors SPG).
- Étudier les raisons de la participation limitée des producteurs aux processus SPG.
- Plaider pour l'appropriation de la marque collective "Sovathapheap Siem Reap" par Farmers Weekly Market et pour une « norme collective » légumes sains minimum

Dispositif d'appui conseil

- Envisager un état de lieux et la consolidation du dispositif d'appui conseil aux agriculteurs (réseau des fermiers pilotes) au sein des coopératives
- Considérer des approches de « conseil en gestion agricole » adaptées à la diversité des types d'agriculteurs, allant au-delà de l'approche « boite à outils ».

Soutien aux groupes d'épargne et de crédit (SVG) : Professionnaliser les pratiques de gouvernance, de gestion et de suivi des SVG => conditions de leur consolidation institutionnelle

Soutien aux coopératives agricoles : Au-delà de la poursuite du renforcement de la gouvernance interne et de la maitrise des outils de gestion, promouvoir les approches de programmation pluriannuelle et de plans d'affaires

Genre : Enrichir les connaissances du projet sur l'évolution du rôle des femmes et des jeunes dans l'économie agricole dans les districts cibles

CONCLUSION

- APICI vise à améliorer la résilience des ménages agricoles et dans une approche de soutien à l'innovation et a déployé un grand nombre d'activités.
- Contribution majeure à la construction de modèles maraichers viables et résilients limitant les externalités négatives. La recherche d'une augmentation des parts de marché pour les « safe vegetable » devrait être un axe majeur pour l'avenir.
- Certains volets connaissent des résultats et des succès variables, en fonction de facteurs internes (croissance incontrôlée des groupes d'épargne et de crédit => nécessité d'une stratégie claire et vigoureuse) ou externes, notamment économiques (coût d'opportunité de la main d'œuvre pour le riz, coût des intrants, concurrence des importations pour l'aviculture, etc.).
- Les coopératives, qui fédèrent les groupements de base, sont encore " jeunes ", et nécessitent un appui soutenu à leur professionnalisation au regard des fonctions à prendre en charge.
- L'ajout du nouvel objectif stratégique " Système alimentaire territorial durable " sera probablement l'occasion pour le projet de gagner en cohérence stratégique, dans un cadre multiacteur.
- Enfin, le futur projet devrait être l'occasion pour les partenaires historiques d'APICI d'évoluer vers un accompagnement des acteurs à la conception et la mise en œuvre de leur propre stratégie.

សូមអរគុណចំពោះការយកចិត្តទុកដាក់របស់លោកអ្នក

Thank you for your attention!

Programme de développement agricole mis en œuvre à Siem Reap

Dépôt d'une FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales françaises) auprès de l'AFD

- actions en réciprocité

- contextes très différents

- Nouvel Objectif et changement d'échelle :
améliorer l'accès à une alimentation saine et de qualité pour leurs habitants en vue de la mise en place d'une stratégie alimentaire territoriale.

Questions / Réponses

Adressez vos questions de clarification, faites-nous part de vos réflexions et remarques, des éléments qui vous inspirent ou vous surprennent

→ Indiquez sur le *chat* que vous souhaitez prendre la parole

→ Nous vous la donnerons ensuite ☺

→ Si vous êtes timides, vous pouvez inscrire directement votre question, nous nous en ferons le relai